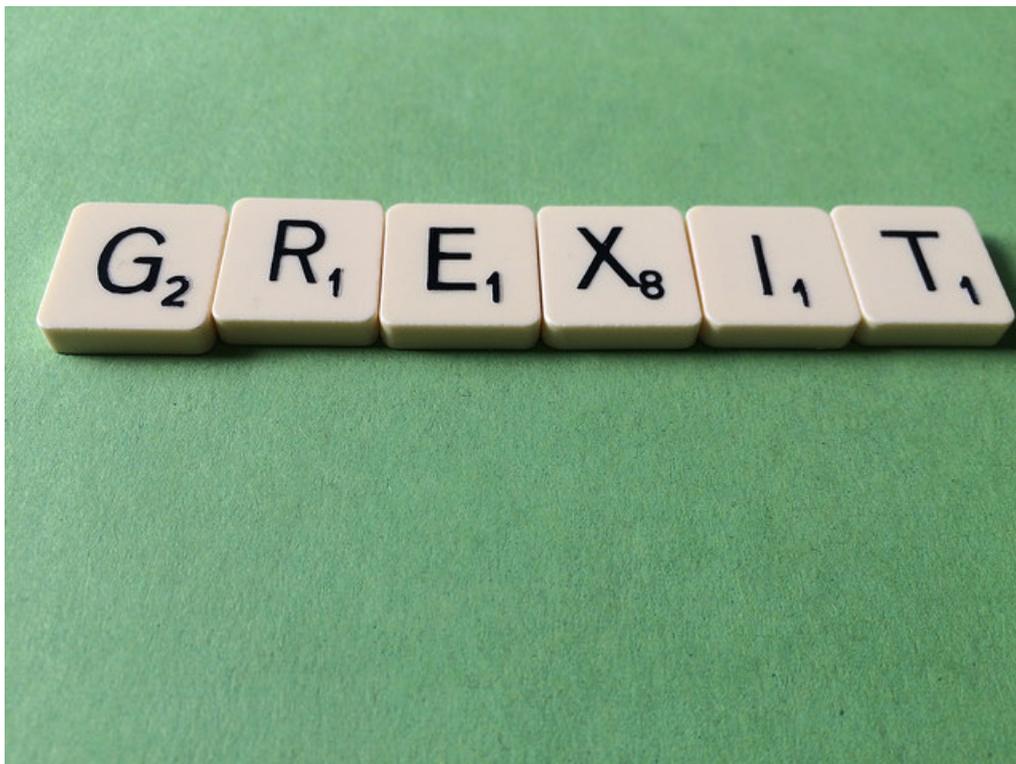


Encore une fois sur l'Euro et le « Grexit »

Daniel Tanuro



Après avoir longtemps considéré la sortie de l'Euro comme un tabou, une partie de la gauche européenne tombe de l'autre côté du cheval et en fait LA leçon à tirer de la déroute grecque, LA revendication clé de la période, LE point de passage quasi-obligé de l'alternative à l'austérité – au moins dans les pays périphériques comme la Grèce et le Portugal. Ce n'est pas comme ça, à mon sens (cette contribution n'engage que moi), qu'il convient d'aborder la question.

Un contexte grec très particulier

La LCR s'est prononcée en faveur du « Grexit » (exit de la Grèce, en d'autres termes sa sortie de l'Euro) en juillet dernier, dans un contexte très particulier dont il faut rappeler les principaux éléments: 1°) le peuple grec s'était doté six mois plus tôt d'un gouvernement dirigé par SYRIZA, qui avait promis d'en finir avec l'austérité ; 2°) ce rejeu de l'austérité venait d'être conforté par le magnifique résultat du référendum (62% de « non » aux exigences de l'UE) ; 3°) les créanciers plaçaient les dirigeants grecs devant un choix très clair : soit honorer leurs engagements envers la population et se faire jeter hors de l'Euro, soit rester dans l'Euro et jeter leurs engagements à la poubelle ; 4°) le peuple grec restait très isolé dans son combat, du fait notamment de l'implication totale de la social-démocratie aux côtés des créanciers... et du rôle de briseur de grève joué par la Confédération Européenne des Syndicats.

Dans ce contexte, nous avons estimé que Syriza devait (être poussée à) maintenir une intransigeance totale dans son refus de toute austérité... donc préparer activement la sortie de l'Euro, qui en découlait inévitablement. Non pas au nom d'un repli sur l'Etat nation, mais au nom du combat pour une autre Europe. Pour nous, le Grexit était (malheureusement) le seul moyen concret de poursuivre ce combat dans ces circonstances défavorables de désynchronisation des luttes contre l'austérité. Nous avons donc appuyé l'idée d'un « Grexit » de gauche, qui combinerait 1°) une radicalisation anticapitaliste sur le plan intérieur (indispensable pour affronter les grandes difficultés socio-économiques découlant du « Grexit » lui-même) et 2°) un appel internationaliste très clair en direction des exploités et des opprimés des autres pays européens (pour rappel, Tsipras n'a jamais lancé un tel appel).

Grexit de gauche, donc internationaliste

Cette prise de position était sous-tendue par le jugement suivant : une capitulation de Tsipras serait une défaite grave pour la gauche « radicale », en Grèce et dans toute l'Europe, tandis qu'un « Grexit » de gauche aurait permis de continuer la lutte, non seulement en Grèce mais aussi en direction du mouvement syndical et des autres mouvements sociaux dans le reste de l'Europe. Une lutte très difficile, certes, mais tout valait mieux que la capitulation.

[Comme je l'ai écrit sur ce blog](#): « (le « Grexit » de gauche) est une manière, pour les travailleur-euse-s et les jeunes de Grèce de dire à leurs frères et sœurs de toute l'Europe: désolés, nous n'avons plus d'autre choix que celui-là ; nous espérons déclencher une lutte commune contre cette Europe du capital, mais nous comprenons vos difficultés, l'inégalité des situation et des rythmes, les obstacles auxquels vous faites face ; cependant, ne vous trompez pas sur nos intentions ; notre perspective reste de renverser l'UE avec vous pour construire ensemble une autre Europe ; c'est pourquoi nous restons solidaires de vos luttes et nous vous demandons de rester solidaires de la nôtre ; nous en aurons fort besoin car nous allons vers des épreuves difficiles. »

Nous avons insisté sur le fait que « la nécessité de rompre avec l'euro n'implique pas de faire de la sortie de l'euro l'axe central d'un programme alternatif. Même en Grèce, où la question se pose pourtant de façon brûlante et immédiate, l'axe du programme alternatif doit être le refus de toute austérité et la mise en œuvre d'une politique sociale, écologique, anticapitaliste et démocratique, qui améliore directement le sort des travailleur-euse-s, jeunes, femmes, des victimes du racisme et des paysans.»

Et maintenant ?

On ne le répètera jamais assez : l'appui de la LCR au Grexit était une position tactique dictée par une conjoncture exceptionnelle. Celle-ci était marquée en particulier par le fait que le gouvernement « de gauche » était mis au pied du mur, d'une part, et par l'isolement international de la classe ouvrière grecque, d'autre part. Or, le contexte a en partie changé. En Grèce, la défaite est là, c'est indiscutable. Quelles conclusions en tirer ?

Dans la péninsule, les forces de gauche qui refusent la capitulation de Tsipras tirent la leçon de celle-ci. En particulier, elles se prononcent pour la sortie de l'Euro et promettent un référendum sur l'UE. C'est d'autant plus logique que le troisième mémorandum a toutes les chances d'enfoncer encore plus le pays dans le marasme, donc de déboucher quand même, à terme, sur son expulsion de la monnaie unique... dans des conditions encore pires qu'aujourd'hui. Mais les prises de position des porte-parole de l'UP nous laissent sur notre faim. [La déclaration programmatique de l'UP](#) appelle à un « front populaire et patriotique » contre « l'actuelle UE allemande ». Sa dénonciation des institutions européennes ne semble pas liée à la lutte pour une autre Europe. Ce point mérite débat car, sans la construction d'une autre Europe – « les Etats-Unis socialistes d'Europe » – le développement inégal du capital condamne la Grèce (comme d'autres pays et régions) à demeurer dans une position de sous-développement.

En-dehors de la Grèce, les « souverainistes de gauche » font de la sortie de l'Euro la clé d'une rupture avec l'austérité. Cette position ne sort pas du fétichisme de l'argent, elle ne fait que l'inverser. Pour nous, le Grexit s'imposait à un moment donné dans le cas grec comme conséquence de l'intransigeance sur les revendications sociales. Pour les « souverainistes de gauche » au contraire, la sortie de l'Euro rejette à l'arrière-plan les revendications anticapitalistes et pousse à chercher des alliés... de droite. Il saute aux yeux qu'il y a là une dynamique dangereuse, qui peut déporter la gauche sur le terrain de la droite et même de l'extrême-droite. La France montre que ce péril ne peut absolument pas être sous-estimé. Comme le disait la résolution de la LCR :

« Faire de la sortie de l'euro (ou de l'UE) l'axe de la bataille serait faire le jeu de la droite extrême et de l'extrême-droite, en diffusant l'illusion qu'un développement socio-économique-écologique harmonieux serait possible dans le cadre national. Cette illusion nuit à la solidarité internationaliste. Or, celle-ci est cruciale non seulement pour la lutte en Grèce, mais aussi parce que l'intégration des économies sur le continent nécessite une perspective anticapitaliste européenne pour satisfaire les besoins sociaux et répondre aux urgences écologiques. »

L'avenir est ouvert

Le manque de solidarité active avec la classe ouvrière grecque était une raison majeure de notre prise de position « pour » le Grexit. Mais il faut rester prudent. La crise de légitimité du néolibéralisme est profonde. Elle se traduit en crise de légitimité de l'UE, donc aussi des Etats nationaux qui la constituent. La fragmentation nationale des luttes peut être renversée. La brutale offensive coordonnée de destruction de l'environnement, des conquêtes sociales et des libertés démocratiques qui déferle sur le continent ne pousse pas les consciences uniquement à droite, vers le rétablissement des frontières.

Des surprises peuvent surgir là où on ne les attend pas et ouvrir brusquement la voie à une convergence internationale des mobilisations. En atteste la magnifique réaction de solidarité avec les réfugiés, dans toute l'Europe – notamment dans cette Allemagne que les souverainistes (de gauche et de droite) n'ont de cesse de décrire comme le bastion de la réaction ! En attestera peut-être, dans quelques mois, la mobilisation pour le climat, contre la COP21 vendue aux multinationales. On verra.

La frustration, l'humiliation et les peurs accumulées en profondeur face aux injustices et aux destructions sans nombre d'une société capitaliste de plus en plus inhumaine peuvent se muer très vite en indignation et en révolte. L'individualisme et le repli sur les frontières peuvent céder la place à la coopération. Le sentiment d'impuissance, qui domine aujourd'hui, peut être surmonté dès que surgissent des éléments d'auto-organisation. Agiter la sortie de l'Euro sans tenir compte de cette possibilité revient à l'exclure d'avance. Ce défaitisme n'est pas de mise.

L'avenir est ouvert. Plutôt que de décréter ex cathedra la nécessité, suite à l'expérience grecque, que le Portugal, l'Espagne ou un autre pays sorte de l'Euro, maintenons le cap sur le « tous ensemble » contre l'austérité, sur « [l'austérexit](#) ». Il ne s'agit pas seulement de tempérer le pessimisme de la raison par l'optimisme de la volonté. Il s'agit de comprendre que l'optimisme de la volonté, quand il correspond aux nécessités du développement social, peut aussi changer les conditions qui invitent la raison au pessimisme.